



ISRAËL et le HAMAS

Trois questions sur le conflit actuel

Luk Sanders¹

Le Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense publie occasionnellement de brèves analyses portant sur l'actualité dans ses e-Notes. À l'instar de toutes nos publications, elles sont disponibles sur notre site Internet www.rhid.be



Les premiers affrontements violents entre Arabes et immigrants juifs en Palestine remontent aux émeutes de Nabi Moussa à Jérusalem en 1920. Depuis lors, il n'y a eu ni paix véritable ni guerre permanente dans la région. De temps en temps, le conflit s'emballé ; nous assistons aujourd'hui à la troisième éruption de violence entre Israël et le Hamas au cours des cinq dernières années.

Toutefois, par rapport aux heurts des dernières années, les récents troubles semblent plus complexes. Au moins trois questions taraudent la communauté internationale qui y assiste, impuissante. Pourquoi Israël a-t-il recouru à une

violence disproportionnée ? Pourquoi le Hamas semble-t-il chercher sa propre perte en continuant à provoquer Israël et en exposant les Palestiniens à cette violence ? Et pourquoi est-il si difficile cette fois d'y mettre fin ? La présente e-Note tente de répondre à ces trois questions.

La violence disproportionnée d'Israël

Il semble que l'actuel déchaînement de violence ait été déclenché par l'enlèvement et le meurtre de trois adolescents israéliens. Quoique l'on puisse toujours invoquer un incident antérieur provoqué par l'autre camp, chacun sait dans la région que la réponse d'Israël à ce genre d'événements sera implacable et généralement d'apparence disproportionnée. Pourquoi ?

L'existence des communautés juives a toujours été menacée au fil de l'histoire. De ce fait, au cours du XIX^e siècle, les premiers sionistes conclurent que le peuple juif ne pourrait se protéger de ses ennemis qu'en disposant de son propre pays. Mais le pire était encore à venir. En fin de compte, ce n'est que peu après l'Holocauste que l'Israël moderne fut créé. Ceci marqua le début d'une nouvelle ère pour le peuple juif, même si elle commença sous de mauvais auspices. Dès le lendemain de son indépendance, les

¹ Chercheur au Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense (IRSD). Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques adoptées par le ministère de la Défense ou l'Institut royal supérieur de défense.

armées des puissances arabes voisines (Égypte, Syrie, Irak, Jordanie, Liban ...) attaquèrent Israël. Comme au temps de la Diaspora, les Juifs se trouvèrent une fois de plus en forte infériorité numérique. Dans pareil cas de figure, que peut être une réponse proportionnée lorsque l'on est sous-représenté dans une région qui veut vous éradiquer ? Israël a quantité d'ennemis. Quid si chacun d'eux lançait un assaut de temps en temps ? Le traumatisme de dix-neuf siècles de persécutions durant la Diaspora, combiné à l'euphorie d'enfin posséder leur propre État, marque un virage historique dans la manière dont les Juifs (et en particulier les Juifs israéliens) répondent aux menaces dont ils sont l'objet. Durant de nombreux siècles, les Juifs de la Diaspora endurèrent leurs persécutions de manière étonnamment pacifique, avec peu d'exemples de représailles. Cependant, la création de l'État hébreu semble avoir fait basculer les Juifs israéliens d'un extrême à l'autre. Un pilier de l'esprit israélien est que dorénavant les Juifs se défendraient à tout prix, sans égard pour la proportionnalité. Il n'est en aucun cas question de perdre une fois encore le rêve enfin réalisé de posséder son propre État. D'après une autre idée fortement ancrée au sein du jeune État, les ennemis arabes pouvaient survivre à une centaine de revers, alors que la première défaite verrait Israël rayé de la carte. À tort ou à raison, de nombreux Israéliens adhèrent à ce raisonnement, ce qui complique une fois de plus la notion de proportionnalité.

Il existe également un argument géographique. La population israélienne est essentiellement concentrée dans une étroite bande de terre d'à peine 40 à 60 kilomètres de large, entre la Méditerranée et le Jourdain. Originellement, cette bande était encore plus étroite, rétrécie par un important territoire palestinien, la Cisjordanie, au départ duquel Israël pouvait être attaqué. Le pays ne dispose donc guère de profondeur stratégique et chaque menace provenant de l'intérieur de ses frontières est dès lors considérée comme existentielle. Ceci constitue une des motivations d'Israël de s'emparer de la Cisjordanie et du plateau du Golan (et même du canal de Suez) : le Jourdain constitue un obstacle antichar appréciable entre l'État hébreu et la Jordanie, tandis que le Golan protège le pays face à la Syrie. Après la conquête de ces frontières naturelles, une offensive terrestre au départ de ces deux pays était devenue quasi impossible. Israël a toujours tenté de mener ses guerres à l'extérieur de son territoire et est, pour la première fois, confronté à des attaques de roquettes aussi profondément à l'intérieur de celui-ci.

À cela s'ajoute une raison culturelle et religieuse qui pousse Israël à répondre avec tant de force à chaque menace. Elle peut sembler peu significative pour un observateur externe mais joue ici un rôle important. La religion et la culture juives sont plus terre-à-terre que l'islam. De manière très générale, un juif accorde plus d'estime à la vie sur terre qu'un musulman. La Torah (le plus ancien et le plus sacré des livres juifs) ne fait aucune mention d'un quelconque au-delà. À l'opposé, plusieurs doctrines islamiques conçoivent la vie terrestre comme une irritante antichambre de la vie céleste et, comme chacun le sait, les martyrs musulmans escomptent de fabuleuses récompenses au paradis. Pour les juifs, la perte d'une seule vie constitue une catastrophe. Le culte de l'Holocauste dans le judaïsme n'a rien à voir avec le martyr pour une cause. Il s'agit d'entretenir la mémoire d'une tuerie absolument insensée qui ne peut à aucun prix se répéter. Ceci ne justifie pas le mépris pour une vie humaine, mais un combattant du Hamas attache, en général, moins d'importance à sa vie qu'un soldat israélien. Ceci se traduit, par exemple, dans les procédures de combat des forces de défense israéliennes. Des mesures extrêmes sont prises afin de réduire les pertes dans les rangs de Tsahal à un minimum absolu.² La doctrine de guerre israélienne

² En 2011, le gouvernement Netanyahu conclut un accord avec le Hamas prévoyant l'échange de 1.027 (!) prisonniers palestiniens contre un seul otage israélien, le caporal de réserve Gilad Shalit. Auparavant, le

prévoit également que les chefs militaires soient en première ligne, aux côtés de leurs soldats. En s'exposant ainsi au combat, ils gardent à l'esprit le danger auquel ils confrontent leurs troupes. À l'inverse, il existe un véritable culte de glorification du martyr du côté de l'islam radical.

Enfin, une explication plus récente à la violence excessive d'Israël se trouve dans le fait que le premier ministre Benjamin Netanyahu, lui-même un faucon notoire, est soumis aux pressions de ses partenaires de coalition encore plus radicaux que sont « Israël notre maison » (*Yisrael Beiteinu*) et le « Foyer juif » (*HaBayit HaYehudi*) qui le poussent à fustiger plus encore les Palestiniens qu'il ne le souhaite lui-même.

Toutefois, en constatant la disproportion entre les pertes des deux camps³, on peut s'étonner de la persistance du sentiment de persécution de l'État hébreu. Le problème de la profondeur stratégique est également influencé par une paix durable avec l'Égypte et la Jordanie. On peut également s'interroger si l'attitude agressive d'Israël constitue une politique de sécurité à long terme. En restituant le désert du Sinaï à l'Égypte, Israël a obtenu une paix durable avec ce pays (bien que le Hamas ait construit un réseau de tunnels à travers cette frontière). Ces questions sont plus difficiles à résoudre que ne le pensent la majorité des Européens, mais plus importantes à prendre en considération que ne le pensent de nombreux Israéliens.

Le Hamas sous pression

Immédiatement après le meurtre de trois citoyens israéliens, Netanyahu a désigné le Hamas comme le coupable indiscutable. Bien que l'organisation ait rapidement nié toute implication dans cette action, ses adhérents ont cependant été prompts à applaudir l'enlèvement. Mohammed Nazal, membre du bureau politique du Hamas, l'a même qualifié d'acte d'héroïsme lors d'une intervention télévisée. Quelque temps auparavant, la faction dirigeante à Gaza avait diffusé des clips incitant à enlever des soldats israéliens. Ensuite, un important arsenal de roquettes a été déployé pour répondre aux représailles israéliennes. Finalement, Saleh al Arour, un fidèle du Hamas vivant depuis 37 ans en exil en Turquie, a admis une certaine implication de son organisation. Il sera probablement impossible de faire un jour toute la lumière sur les détails de cette affaire, mais les Palestiniens ont déjà enduré tant de souffrances à cause des précédentes mesures de rétorsion qu'il est difficile de croire que cet incident s'est produit spontanément. Par la suite, le Hamas s'est immédiatement empressé de rechercher la confrontation avec Israël, alors que ses partisans savent pertinemment bien qu'ils ne disposent pas des moyens pour vaincre leur ennemi sur le champ de bataille et en connaissant la réponse implacable qu'Israël donnerait à leur déluge de roquettes. Il est d'autant plus surprenant que rien ne semble arrêter le Hamas, même après la mort de centaines de Palestiniens innocents à la suite des mesures de rétorsion qu'a prises Israël.

Afin de comprendre l'attitude du Hamas dans ce conflit, il convient de prendre en compte les coups durs qu'a dû encaisser l'organisation ces dernières années, bien qu'elle détienne toujours la majorité au Conseil législatif palestinien (76 sièges sur 132), les dernières élections remontant à 2006, soit longtemps avant le début du Printemps arabe. Depuis lors, la situation a pris une telle tournure dramatique pour le Hamas que l'organisation a commencé à perdre de sa pertinence. En combattant actuellement Israël, les

gouvernement avait libéré 19 prisonniers palestiniens afin d'obtenir une vidéo prouvant que Shalit était toujours en vie. En 2006, Israël mena une campagne militaire importante au Liban du Sud afin de libérer deux de ses soldats.

³ Selon un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies, 2104 palestiniens (dont 1462 civils et 495 enfants) ainsi que 69 israéliens (dont 4 civils) ont perdu la vie au cours de la confrontation.

partisans du Hamas tentent de créer l'illusion selon laquelle quiconque souhaite apporter son soutien à la cause palestinienne devrait *les* soutenir.

Pendant longtemps, l'organisation a eu son siège à Damas et le régime baasiste syrien était autrefois son principal fournisseur d'armes. Toutefois, avec la guerre civile qui dévaste le pays, le régime syrien ne peut manifestement plus se permettre d'être aussi généreux lorsqu'il s'agit d'exporter des armes dont il a cruellement besoin chez lui. Qui plus est, cette guerre a accentué les différences religieuses entre le Hamas et le régime syrien. L'organisation est en réalité une ramification des Frères musulmans et, après leur éviction du pouvoir, suivi de la répression du mouvement chez le voisin égyptien, le Hamas a perdu de considérables aides financières, logistiques et organisationnelles. Pendant des années, l'Iran théocratique et chiite versait chaque mois la bagatelle de 20 millions de dollars au Hamas fondamentaliste et sunnite. L'aversion pour Israël que partageaient ces deux protagonistes semblait transcender les clivages religieux. Toujours est-il que l'Iran a mis fin à cette aide financière, parce que le Hamas soutient les rebelles sunnites en Syrie, alors que l'Iran soutient Bachar el-Assad, de confession alaouite, et ses collaborateurs chiites. Ceci est pourtant le genre d'alliances auxquelles les partisans du Hamas aspirent : ils cherchent à créer un cadre dans lequel il devient évident que quiconque est disposé à investir dans la destruction d'Israël, devraient investir en *eux*.

Pire encore, le réseau de tunnels reliant Gaza et l'Égypte a été largement démantelé. Ces tunnels permettaient non seulement l'acheminement d'armes vers Gaza, mais également celui de nombreux produits alimentaires sur lesquels le Hamas prélevait un impôt. En outre, depuis leur fondation en 1928, les Frères musulmans ont adopté une stratégie de résistance armée d'une part, tout en offrant de nombreuses formes d'aide sociale d'autre part. D'un point de vue historique, ceci explique dans une large mesure leur popularité et celle du Hamas. Cependant, en raison des pertes financières énormes du Hamas, il ne restait pratiquement plus **rien** pour l'aide sociale, entraînant une perte de popularité du mouvement.

Par contre, la seule chose dont dispose le Hamas, c'est tout un stock de roquettes. Certaines sont fabriquées dans des ateliers palestiniens, tandis que les matériels plus avancés sont de fabrication syrienne ou iranienne. Selon des estimations des services de renseignements israéliens, le Hamas possédait quelque 10.000 roquettes au début du conflit. Grâce à cette grande quantité, le Hamas tente de contourner le Dôme de fer, le célèbre système de défense aérienne israélien. **A peine** 20 % de cet arsenal a été jusqu'à présent utilisé et les services de sécurité israéliens n'ont aucune idée quant à l'emplacement des roquettes à longue portée.

Finalement, le Hamas tente d'éviter un nouveau revers. L'organisation a commencé à jouer un rôle de premier plan après avoir supplanté l'Organisation de libération de la Palestine (le précurseur du parti modéré, le Fatah), lorsque celle-ci s'est *compromise* avec Israël en concluant des accords qui n'ont pas débouché sur des résultats concrets pour les civils palestiniens.⁴ Les organisations radicales qui connaissent une croissance soudaine subissent de fortes pressions diplomatiques pour faire des compromis qui satisfont rarement leur base politique. Dans pareil cas, d'autres organisations montent en puissance et reprennent le rôle des inflexibles combattants de la liberté. Que se passerait-il si l'État islamique s'immisçait dans ce conflit? Par ailleurs, tirer des roquettes sur Israël constitue pour le Hamas

⁴ Le premier attentat suicide du Hamas eut lieu en avril 1993, soit durant les négociations qui ont abouti aux accords d'Oslo conclus entre l'OLP et le gouvernement israélien et vivement contestés par le Hamas.

un moyen pour affirmer la distinction idéologique qui le sépare de son principal opposant politique, le Fatah.

Pourquoi semble-t-il que rien ne peut arrêter le conflit actuel ?

La grande victime est de loin le peuple palestinien ainsi que, dans une moindre mesure, le peuple israélien, tout cela à cause des stratégies politiques du gouvernement israélien et du Hamas. Pourtant, de nombreux Palestiniens et Israéliens continuent de soutenir leurs leaders respectifs, malgré les pratiques inhumaines auxquelles ils ont recours. En même temps, perdre de la rationalité lorsque l'on vit depuis des décennies dans des conditions de vie extrêmement précaires semble être inscrit dans la nature humaine. Bon nombre de Palestiniens et d'Israéliens préfèrent une guerre qu'ils connaissent à une paix inconnue à l'avenir incertain.

Ceci étant dit, le gouvernement de Netanyahu se retrouve dans une position peu enviable. Israël devient excessivement impopulaire aux yeux de l'opinion publique internationale à cause d'images quotidiennes d'innocentes victimes palestiniennes. Gaza étant un des endroits les plus densément peuplés de la planète, il est impossible de procéder à d'intenses bombardements sans toucher des innocents. Israël reproche au Hamas d'utiliser des femmes et des enfants comme boucliers humains⁵, même si de toute façon l'organisation ne dispose simplement pas de suffisamment d'espace pour opérer d'endroits éloignés des grandes agglomérations. En revanche, le Hamas entretient délibérément la violence israélienne à Gaza et le fait de telle manière qu'Israël n'y répond qu'en cherchant à couper les racines et branches menaçantes. Bien que le pays demeure responsable de ses propres actes, le Hamas tente d'en tirer profit afin de recevoir le soutien de la communauté internationale pour le peuple palestinien et pour lui-même. Dès lors, les deux parties pensent pouvoir bénéficier de la destruction de la population et des bâtiments à Gaza, et aucun des deux protagonistes ne semble savoir comment arrêter cette spirale de violence.

Israël a jugé nécessaire d'envahir la bande de Gaza, puisque détruire l'arsenal palestinien de roquettes et démanteler les tunnels du Hamas uniquement par des frappes aériennes aurait causé encore plus de dégâts collatéraux. Mais à quelle échelle une telle offensive terrestre devait-elle être menée ? Des opérations de commandos étaient insuffisantes tandis qu'une offensive terrestre de grande envergure aurait impliqué d'énormes responsabilités, un risque accru de pertes dans les rangs de ses propres combattants et, une fois de plus, davantage de victimes civiles. Au début du conflit, le gouvernement israélien s'est fixé pour but de mettre un terme définitif aux attaques à la roquette, au lieu de viser un énième cessez-le-feu éphémère. Depuis lors, cette décision a été implicitement reconsidérée, mais si l'on veut effectivement éliminer toute menace de tir de roquettes, il convient d'agir avec plus d'audace. Quoi qu'il en soit, Israël a lancé une offensive terrestre qui n'est ni une série d'actions spécifiques, ni une invasion générale, sans savoir comment s'extirper du guêpier. Entre-temps, la Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a appelé à une enquête sur de possibles crimes de guerre commis par Israël dans la bande de Gaza.

On peut se demander si les stratégies du Hamas et d'Israël ont été mûrement réfléchies, personne ne semblant être en mesure de mettre fin aux hostilités. Le Hamas tente de démontrer aux Palestiniens qu'il

⁵ Récemment, des militaires israéliens ont affirmé avoir mis la main sur un manuel de guérilla urbaine du Hamas, intitulé *Introduction à la guerre en ville*, qui exalte les avantages de pertes civiles et admet ouvertement qu'Israël fait tout pour les éviter.

se bat pour leur bien. Apparemment, Israël tente de prouver le contraire. Toujours est-il qu'il est actuellement difficile d'évaluer le bien fait par le Hamas. Si celui-ci décidait subitement de cesser le combat, avec tant de pertes de son côté et si peu du côté israélien, l'organisation pourrait bien se retrouver dans une position qui n'est guère meilleure qu'avant l'éclatement du conflit, hormis une visibilité accrue.

Un autre problème qui se pose est l'absence de négociateurs crédibles. Les États-Unis d'Amérique privilégient habituellement Israël, et c'est justement cette partialité qui en fait un des rares pays capables de peser sur la politique israélienne tout en demandant des concessions aux Palestiniens. Toutefois, Obama n'est pas enclin, pour des raisons politiques, à s'immiscer dans une nouvelle aventure au Moyen-Orient. La position de Washington est celle que tout pays a le droit de se défendre contre des attaques arbitraires à la roquette.⁶ Aussi, le sénat américain a-t-il décidé d'accroître son soutien financier au Dôme de fer israélien de 50 %, ce qui revient à un budget total budget de 251 millions de dollars pour 2015. Cela ne nous rapprochera pas de la paix, mais John Kerry a entre-temps effectué un voyage diplomatique dans la région, sans grande ambition et avec peu de résultats.

En Europe, des politiciens comme Tony Blair, Laurent Fabius et d'autres ont été candidats pour être négociateurs, mais les Européens manquent de crédibilité tant aux yeux des Palestiniens qu'à ceux des Israéliens. À l'exception des Norvégiens durant les négociations ayant abouti aux accords d'Oslo, les négociateurs européens n'ont, jusqu'à présent, jamais fait preuve d'esprit de décision au Moyen-Orient. De plus, les racines du conflit israélo-palestinien se situent en grande partie en Europe. La politique britannique dans son ancien mandat fut tellement désastreuse qu'elle contenait toutes les graines du conflit actuel lorsque l'ONU marqua son accord sur la partition du pays.⁷ Et il serait peut-être bon de rappeler qu'à travers les siècles, l'Europe a fait preuve de peu de respect à l'égard des populations juives et arabes. À ce jour, les deux parties demeurent très frileuses à l'égard de toute forme de paternalisme ou de jugement européens. Enfin, est-il besoin de rappeler que l'UE ne parvient pas à parler d'une seule voix à propos de ce conflit ?

Au grand dam des leaders égyptiens actuels, les Frères musulmans (ainsi que les États-Unis) ont arbitré un accord entre le Hamas et Israël lors d'une précédente confrontation en 2012, mais ces mêmes négociateurs égyptiens sont maintenant derrière les barreaux. Le gouvernement d'al-Sissi s'évertue à obtenir des succès diplomatiques afin de redorer son blason, ayant été jusqu'à présent le seul négociateur efficace. Cependant, ce pays a un handicap majeur et ne doit pas perdre de vue que l'on demande beaucoup au Hamas en lui priant de faire d'importantes concessions à l'ennemi juré de ses alliés les plus précieux, les Frères musulmans. Le Qatar semblait initialement être dans une meilleure position pour négocier. Khaled Mechaal, le leader politique du Hamas, vit en exil dans ce pays qui a les moyens pour acheter la paix. Ce pays a également la réputation d'avoir une diplomatie aussi silencieuse

⁶ En vertu du droit international, cette position est correcte bien que partielle, étant donné que les sources officielles américaines soulignent rarement, pour ne pas dire jamais, le droit des Palestiniens à recourir à la lutte armée pour libérer leur territoire. La résolution de l'ONU 33/24 §2 (1978) affirme « *la légitimité de la lutte des peuples pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la libération de [...] l'occupation étrangère par tous les moyens en leur pouvoir, particulièrement la lutte armée* ». De même, la résolution 3246 (1974) « *condamne vigoureusement tous les gouvernements qui ne reconnaissent pas le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples encore sous domination coloniale et étrangère [...], notamment (...) le peuple palestinien* ».

⁷ À l'époque, Israël accepta la partition initiale, tandis que tout le monde arabe la rejeta.

qu'efficace. Quelles que soient les ambitions des Qataris, ce conflit n'est probablement pas prioritaire pour eux, étant donné qu'un accord de paix avec Israël pourrait leur valoir de nouveaux ennemis.

Alors, comment faire cesser le conflit ? Israël et le Hamas sont las de ce que chaque éruption de violence se solde par une victoire à la Pyrrhus, qui reviendrait à ce que le Hamas prenne plus d'importance en tant que représentant de la cause palestinienne et qu'Israël mette en application une énième année de paix incertaine. Or, toutes les parties concernées se sont actuellement lassées de la paix. Elles veulent cette fois régler le problème une bonne fois pour toutes, au lieu d'aboutir de nouveau à une situation qui n'a guère évolué depuis le début des combats. Et attendre que le Hamas ait épuisé son stock de roquettes pourrait durer quelque temps.

Étant donné l'opiniâtreté des deux parties, ainsi que l'absence de négociateurs déterminés et d'alternatives crédibles, il semble qu'il ne peut y avoir qu'un seul scénario de sortie, certes peu original : de nombreuses pertes dans les deux camps, chacun remportant une victoire à la Pyrrhus. Il ne nous reste plus qu'à attendre que les deux parties soient plus rapidement fatiguées de la guerre que de la paix.

En effet, au Moyen-Orient, le cynisme guette à tous les coins de rue, et il en sera toujours ainsi.

***[Vous pouvez adresser vos commentaires ou remarques à l'adresse
irsd-cesd-scvd@mil.be.](mailto:irsd-cesd-scvd@mil.be)***

***Plus de publications du Centre d'études de sécurité et défense peuvent être
téléchargées sur <http://www.rhid.be>***



www.rhid.be